



BPW Canada

www.bpwcanada.com

4 février 2020

Monsieur Justin Trudeau
Premier Ministre du Canada
Chambre des communes
Ottawa (Ontario) Canada
K1A 0A6

Monsieur le Premier Ministre,

La Fédération canadienne des clubs de femmes de carrières commerciales et professionnelles (BPW Canada) vous soumet respectueusement le mémoire ci-joint afin que vous l'examiniez et que vous y donniez suite. Les points qui y sont soulevés représentent les préoccupations des membres de nos clubs de tout le pays. Ces résolutions ont été présentées, discutées, débattues et acceptées lors de l'assemblée générale annuelle qui s'est tenue à Montréal en août 2019.

Depuis 90 ans, notre organisation non partisane presse les gouvernements de continuer d'intégrer l'égalité des droits pour les femmes dans la législation. C'est en exprimant les préoccupations exposées dans ce mémoire et en engageant un dialogue ouvert avec votre gouvernement que nous pourrons, ensemble, bâtir un Canada solide et prospère.

Au nom de BPW Canada, je profite de cette occasion pour dire notre reconnaissance à l'égard de la **motion 70** visant à déclarer une **Journée de l'équité salariale** à l'échelle nationale, en réponse à une recommandation de BPW Canada. Cette question demeure importante pour les femmes, et le fait de déclarer une Journée de l'équité salariale permettra de sensibiliser la population canadienne à cette injustice. Ce n'est que lorsque les dirigeants du gouvernement, du milieu des affaires et de la société civile travailleront ensemble que nous pourrons réellement faire avancer la condition féminine dans notre pays.

Nous demandons respectueusement que les ministres concernés et vous-même preniez connaissance des résolutions ci-jointes et soyez disposés à rencontrer notre délégation au moment qui conviendra selon vos horaires respectifs. Une personne de notre délégation communiquera avec vous afin de faire un suivi des présentes et de confirmer la date et l'heure préférées pour cette rencontre.

Nous avons fait parvenir ce mémoire aux chefs de l'opposition et aux ministres mentionnés dans nos résolutions afin qu'ils soient informés de notre position sur les sujets abordés.

Veuillez agréer mes salutations distinguées,

Linda Davis, présidente pour 2018-2020
BPW Canada

**Mémoire présenté
à
MONSIEUR JUSTIN TRUDEAU,
PREMIER MINISTRE DU CANADA,
par**



**La Fédération canadienne des femmes de carrières commerciales et
professionnelles**

(The Canadian Federation of Business and Professional Women)

**Membre de la Fédération internationale femmes de carrières
commerciales et professionnelles**

bpwcanada@bpwcanada.com

www.bpwcanada.com

**Notre but : améliorer les conditions économiques, politiques, sociales
et professionnelles des femmes du Canada**

« Un travail de femmes pour aider les femmes au travail »

Février 2020

Table des matières

Résolutions présentées par la Fédération canadienne des clubs de femmes de carrières commerciales et professionnelles à son assemblée générale annuelle d'août 2019

1. Mise en œuvre d'une stratégie de transition d'emploi équitable permettant le développement économique du Canada en conséquence des changements climatiques et des progrès technologiques
2. Atténuation des préjugés sexistes tacites et hausse de la participation et de la réussite des femmes dans les sciences, les technologies, le génie, les mathématiques et l'informatique (STGM)
3. Mesures et ressources contre la traite de personnes au Canada

INTRODUCTION

La Fédération canadienne des clubs de femmes de carrières professionnelles et commerciales (BPW Canada) revendique l'égalité des femmes et cherche à améliorer leurs conditions économiques, politiques, sociales et professionnelles. Nous faisons « un travail de femmes pour aider les femmes au travail ». Notre effectif se compose de femmes qui occupent des professions et des métiers divers, notamment des entrepreneures. Au sein de son réseau de soutien, BPW Canada développe le leadership et le potentiel professionnel des femmes par le truchement de l'enseignement, de la sensibilisation, de la plaidoirie et du mentorat.

En 1930, BPW Canada fut l'un des membres fondateurs de la Fédération internationale des clubs de femmes de carrières commerciales et professionnelles. BPW International jouit du statut consultatif au Conseil économique et social des Nations Unies et est reconnue comme la voix des travailleuses dans plus de 95 pays.

Depuis 90 ans, nous défendons les droits des femmes sur tous les plans et nous jouons un rôle important dans leur avancement au sein d'une société juste et équitable. Pour en savoir plus sur nos réalisations, veuillez accéder à notre site Web, à l'adresse www.bpwcanada.com.

Les clubs BPW du Canada offrent actuellement à leurs membres toute une gamme d'opportunités et d'activités visant à perfectionner leur plaidoyer actif et avisé des questions féminines, leurs aptitudes au leadership, l'avancement de leur carrière, leur réseautage de soutien et leur développement personnel.

L'assemblée générale annuelle de BPW Canada s'est tenue à Montréal du 9 au 11 août 2019. Les résolutions qu'expose ce document ont été lancées par nos clubs, étudiées et formulées, puis présentées lors de cette assemblée, où les participantes en ont discuté et débattu. Les résolutions acceptées sont incluses aux présentes afin que vous les examiniez.

Les questions soulevées par BPW Canada touchent l'ensemble de notre société. Nous attendons avec impatience l'occasion de rencontrer les représentants de notre gouvernement fédéral afin de leur présenter nos résolutions et nos préoccupations de façon plus détaillée.

Linda Davis, présidente pour 2018-2020
BPW Canada

Maide Yazar, vice-présidente, Résolutions et statuts pour 2018-2020
BPW Canada

Document aussi envoyé à :

Andrew Scheer, député et chef de l'opposition, Chambre des communes, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0A6 (andrew.scheer@parl.gc.ca)

Jagmeet Singh, chef du Nouveau parti démocratique du Canada, Chambre des communes, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0A6 (Jagmeet.Singh@parl.gc.ca)

Yves-François Blanchet, chef du Bloc québécois, Chambre des communes, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0A6 (Yves-Francois.Blanchet@parl.gc.ca)

Jo-Ann Roberts, chef intérimaire du Parti vert du Canada

Maryam Monsef, ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et du Développement économique rural, Chambre des communes, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0A6 (Maryam.Monsef@parl.gc.ca)

Jonathan Wilkinson, ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Chambre des communes, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0A6 (Jonathan.Wilkinson@parl.gc.ca)

Filomena Tassi, ministre du Travail, Chambre des communes, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0A6 (Filomena.Tassi@parl.gc.ca)

Navdeep Bains, ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie, Chambre des communes, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0A6 (Navdeep.Bains@parl.gc.ca)

Carla Qualtrough, ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et de l'Inclusion des personnes handicapées, Chambre des communes, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0A6 (Carla.Qualtrough@parl.gc.ca)

Mélanie Joly, ministre du Développement économique et des Langues officielles, Chambre des communes, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0A6 (Melanie.Joly@parl.gc.ca)

Mona Fortier, ministre de la Prospérité de la classe moyenne et ministre associée des Finances, Chambre des communes, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0A6 (Mona.Fortier@parl.gc.ca)

Bill Blair, ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, Chambre des communes, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0A6 (Bill.Blair@parl.gc.ca)

David Lametti, ministre de la Justice et procureur général du Canada, Chambre des communes, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0A6 (David.Lametti@parl.gc.ca)

Ahmed Hussen, ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social, Chambre des communes, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0A6 (Ahmed.Hussen@parl.gc.ca)

Résolution n° 1 : Mise en œuvre d'une stratégie de transition d'emploi équitable permettant le développement économique du Canada en conséquence des changements climatiques et des progrès technologiques

IL EST RÉSOLU QUE BPW Canada presse le gouvernement du Canada, le ministre de l'Environnement et du Changement climatique, le ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie, la ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et de l'Inclusion des personnes handicapées, la ministre du Travail, la ministre de la Prospérité de la classe moyenne et ministre associée des Finances, la ministre du Développement économique et des Langues officielles et la ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et du Développement économique rural de mettre en œuvre une politique de transition économique équitable, incluant la transition d'emploi, basée sur une approche collaborative d'intersectionnalité à l'égard des changements climatiques;

IL EST ÉGALEMENT RÉSOLU QUE BPW Canada presse le gouvernement du Canada, le ministre de l'Environnement et du Changement climatique, le ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie, la ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et de l'Inclusion des personnes handicapées, la ministre du Travail, la ministre de la Prospérité de la classe moyenne et ministre associée des Finances, la ministre du Développement économique et des Langues officielles et la ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et du Développement économique rural d'établir des objectifs visant l'inclusion proportionnelle des femmes, des Autochtones, des membres des minorités visibles et des personnes handicapées dans le processus décisionnel relatif aux changements climatiques et à la transition d'emploi;

IL EST ENFIN RÉSOLU QUE BPW Canada presse le gouvernement du Canada, le ministre de l'Environnement et du Changement climatique, le ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie, la ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et de l'Inclusion des personnes handicapées, la ministre du Travail, la ministre de la Prospérité de la classe moyenne et ministre associée des Finances, la ministre du Développement économique et des Langues officielles et la ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et du Développement économique rural d'élaborer, avec les provinces, une intervention éducative pour tous les niveaux d'enseignement – du primaire au postsecondaire – et des possibilités de recyclage professionnel visant à combler le déficit de compétences que l'on anticipe en raison des changements climatiques et de l'automatisation.

Fondement

Les changements climatiques constituent un enjeu mondial urgent auquel les décideurs politiques s'attaquent en ce moment. On prévoit qu'au cours des 15 à 20 prochaines années, le travail et l'économie changeront radicalement au Canada en raison des changements climatiques et de la croissance rapide de l'automatisation et de la technologie. Les femmes, les personnes racialisées et les peuples autochtones sont disproportionnellement touchés par les changements climatiques et les transitions économiques, mais sont pourtant sous-représentés à tous les échelons du processus décisionnel.

Plusieurs études laissent entendre que le Canada est l'un des rares pays au monde qui pourrait tirer un gain économique net des changements climatiques en faisant la transition vers une économie à plus faibles émissions de carbone. Cela représente à la fois une responsabilité et un incitatif pour le Canada, qui doit agir comme chef de file mondial en faisant participer les

femmes, les Autochtones et les minorités raciales de manière significative tout en appuyant les solutions de rechange à faibles émissions de carbone qui atténuent les effets néfastes des changements climatiques et qui profitent à tous les travailleurs canadiens.

Références

1. SELLERS, Sam. *Climate Change and Gender in Canada: A Review*. Women's Environment and Development Organization, 2018 : <https://wedo.org/wp-content/uploads/2018/04/GGCA-CA-RP-07.pdf>
2. Gouvernement du Canada. *Énergie et économie*, 2018 : <https://www.rncan.gc.ca/science-donnees/donnees-analyse/donnees-analyse-energetiques/faits-saillants-sur-lenergie/energie-economie/20073>
3. RODRIGUEZ ACHA, M. *Gender Equality & Just Transition* (document de travail). Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, 2016 : <https://unfccc.int/sites/default/files/728.pdf>
4. Organisation internationale du Travail. *Gender, labour and a just transition towards environmentally sustainable economies and societies for all*. Service du genre, de l'égalité et de la diversité, 2017 : http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/@ed_protect/@protrav/@ilo_aids/documents/publication/wcms_592348.pdf
5. Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. *Réchauffement planétaire de 1,5 °C – Résumé à l'intention des décideurs*. Rapport spécial du GIEC. Organisation météorologique mondiale, Genève (Suisse), 32 pages, 2018 : https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/sites/2/2019/09/IPCC-Special-Report-1.5-SPM_fr.pdf
6. Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). *Investing in Climate, Investing in Growth*, 2017 : <https://dx.doi.org/10.1787/9789264273528-en>
7. Gouvernement de l'Alberta. *Support for Albertans affected by coal phase out*, 2018 : <https://www.alberta.ca/support-for-coal-workers.aspx>
8. Adapting Canadian Work and Workplaces to Respond to Climate Change (ACW). *Environmental Racism in a Warming World*, 2019.

Résolution n° 2 : Atténuation des préjugés sexistes tacites et hausse de la participation et de la réussite des femmes dans les sciences, les technologies, le génie, les mathématiques et l'informatique (STGM)

IL EST RÉSOLU QUE BPW Canada presse le gouvernement du Canada, la ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et de l'Inclusion des personnes handicapées, la ministre du Travail, le ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie, la ministre du Développement économique et des Langues officielles, la ministre de la Prospérité de la classe moyenne et ministre associée des Finances et la ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et du Développement économique rural de continuer leur travail pour éradiquer les préjugés sexistes dans les domaines des sciences, des technologies, du génie, des mathématiques et de l'informatique (STGM), tant sur le plan éducationnel que professionnel;

IL EST ÉGALEMENT RÉSOLU QUE BPW Canada presse le gouvernement du Canada, la ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et de l'Inclusion des personnes handicapées, la ministre du Travail, le ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie, la ministre du Développement économique et des Langues officielles, la ministre de la Prospérité de la classe moyenne et ministre associée des Finances et la ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et du Développement économique rural de mettre sur pied un groupe de travail ayant pour but de poursuivre la création et la mise en œuvre de programmes d'enseignement et d'offres de mentorat qui encouragent la participation des femmes dans les STGM, depuis leur enfance jusqu'à leurs études universitaires;

IL EST ENFIN RÉSOLU QUE BPW Canada demande officiellement au gouvernement du Canada, à la ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et de l'Inclusion des personnes handicapées, à la ministre du Travail, au ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie, à la ministre du Développement économique et des Langues officielles, à la ministre de la Prospérité de la classe moyenne et ministre associée des Finances et à la ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et du Développement économique rural de prendre des mesures affirmatives pour accroître la persévérance et la représentation des femmes dans les STGM après l'obtention d'un diplôme.

Fondement

Au Canada, bien que les femmes forment aujourd'hui la majorité des diplômés universitaires (environ 59 %), elles sont gravement sous-représentées dans les domaines des sciences, des technologies, du génie, des mathématiques et de l'informatique (STGM), où seulement 39 % d'entre elles obtiennent un diplôme universitaire. Sur le marché du travail, le genre joue un rôle substantiel dans leur réussite : les détentrices d'un diplôme en STGM ont plus de difficulté à se faire embaucher dans leur champ d'études ou de spécialisation et à obtenir les mêmes perspectives de carrière et le même salaire que leurs homologues masculins. Des préjugés tacites à leur égard incitent une proportion alarmante de femmes à abandonner l'idée de faire carrière dans les STGM. En effet, la moitié d'entre elles décident de changer d'emploi après avoir consacré 10 à 12 années de travail dans ces domaines. Ces préjugés tacites découragent les filles et les femmes de choisir une carrière qui mettrait leurs aptitudes à profit dans les mathématiques et les sciences.

Un effort concerté du gouvernement du Canada est nécessaire pour atténuer les préjugés sexistes dans les STGM et pour encourager les programmes d'enseignement et de mentorat à favoriser la participation et la persévérance des filles et des femmes dans ces domaines.

Références

1. HANGO, Darcy. *Les différences entre les sexes dans les programmes de sciences, technologies, génie, mathématiques et sciences informatiques (STGM) à l'université*. Statistique Canada, 2013 : <https://www150.statcan.gc.ca/n1/fr/pub/75-006-x/2013001/article/11874-fra.pdf>
2. SASSLER et al. *The missing women in STEM? Assessing gender differentials in the factors associated with transition to first jobs*. Journal Elsevier, 2016 : <http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0049089X16306020>
3. STEELE, Bill. *Something about STEM drives women out*. Cornell Chronicle, 2013 : <http://www.news.cornell.edu/stories/2013/11/something-about-stem-drives-women-out>
4. WILLIAMS, Joan C. *The 5 Biases Pushing Women Out of STEM*. Harvard Business Review, 2015 : <https://hbr.org/2015/03/the-5-biases-pushing-women-out-of-stem>
5. Engendering Engineering Success. *Implicit Gender Stereotypes in Engineering* (livre blanc), 2016 : <http://successinstem.ca/wp-content/uploads/2017/02/Implicit-Gender-Stereotypes-Engineering-v3.pdf>
6. MA, Y., D.F.M. Oliveira, T. Woodruff, B. Uzzi. *Women who win prizes get less money and prestige*. Nature, vol. 565, pages 287-288, 2019 : <https://www.nature.com/magazine-assets/d41586-019-00091-3/d41586-019-00091-3.pdf>

Résolution n° 3 : Mesures et ressources contre la traite de personnes au Canada

IL EST RÉSOLU QUE BPW Canada presse le gouvernement du Canada, le groupe parlementaire représentant tous les partis, le ministre de la Justice et procureur général du Canada, la ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et du Développement économique rural, la ministre de la Santé, le ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social et le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile de travailler conjointement avec chacune des provinces afin d'augmenter les ressources nationales (personnel et fonds) permettant de fournir du soutien médical et psychologique par l'intermédiaire de conseillers au courant des traumatismes liés à la traite de personnes, de répondre aux besoins essentiels (comme le logement) et d'offrir l'appui des tribunaux conformément au Plan d'action national de lutte contre la traite de personnes ou à son substitut, de sorte que la gamme, la qualité et le délai de prestation des services spécifiques à la traite de personnes soient constants et universels à l'échelle du Canada;

IL EST ÉGALEMENT RÉSOLU QUE BPW Canada presse le gouvernement du Canada de faire en sorte que les fonds actuels ou nouveaux qui sont affectés à la recherche et à la collecte de renseignements soient suffisants pour répondre aux besoins découlant de la traite de personnes afin de mettre ses victimes en contact avec des ressources communautaires et de leur fournir le soutien nécessaire;

IL EST ENFIN RÉSOLU QUE BPW Canada presse le gouvernement du Canada de fournir des ressources visant à coordonner les intelligences avec les parties intéressées et les partenaires locaux et internationaux qui contribuent à la lutte contre la traite de personnes et à leur transmettre de l'information.

Fondement

Le Canada a ratifié la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination en 1981 et la Convention relative aux droits de l'enfant en 1991 (incluant le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants – l'article 11). Il est ainsi tenu par la loi de mettre leurs dispositions en pratique.

En 2012, le gouvernement du Canada a mis en place son Plan d'action national de lutte contre la traite de personnes et y a attribué un budget de 25 millions de dollars, dont 500 000 \$ pour le soutien des victimes de la traite de personnes. Ce plan d'action est arrivé à terme en 2016, sans programme de remplacement ni fonds supplémentaires pour soutenir les victimes de la traite de personnes.

Le budget fédéral de février 2018 incluait de nouveaux fonds pour une ligne téléphonique nationale sur la traite de personnes, mais ne semble pas avoir prévu plus d'argent pour l'aide aux victimes. Les fonds présentement disponibles pour lutter contre la traite de personnes semblent largement affectés à la collecte de renseignements, à la recherche et à la poursuite pénale, et il manque de fonds pour appuyer les victimes de la traite de personnes.

Références

1. <https://web.archive.org/web/20090326135123/http://www.thefuturegroup.org/TFGhumantraffickingvictimsstudy.pdf>
2. <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/rsracs/pblctns/ntnl-ctn-pln-cmbt/index-fr.aspx#s01c>
3. <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/cntrng-crm/hmn-trffckng/index-fr.aspx>
4. <https://www.globallslaveryindex.org/2018/findings/country-studies/canada/>
5. <http://www.rcmp-grc.gc.ca/ht-tp/index-fra.htm>
6. GRANT, Tavia. *The Globe and Mail*, 16 mars 2018.